
BULLETIN N°369

OCTOBRE 2024



Union
des Déportés
d'Auschwitz



10

Simone Veil
et la jeunesse



8 La ville de Marseille honore
Denise Toros-Marter

9 La famille Kohn
et le convoi 79

12 Les Juifs français et
le nazisme 1933-1939



Le mercredi 9 octobre 2024, de 14 h 30 à 16 h 30, nous avons organisé un streaming à destination de publics scolaires avec notre chère Ginette Kolinka. Il s'est déroulé à l'Institution nationale des Invalides (INI), dans l'ancien laboratoire d'Antoine Parmentier, pharmacien militaire, agronome, nutritionniste et hygiéniste français. Christine Guimonnet accompagnait Ginette Kolinka, qui après sa présentation s'est pliée au jeu des questions réponses en direct. 700 personnes se sont connectées, venues d'une vingtaine d'établissements. Nous remercions chaleureusement l'INI. PHOTO : UDA.

Sommaire

- 3 Hommage à Victor Perahia
- 4 Allocution d'Arlette Testyler, vice-présidente de l'UDA
- 6 Le monument numérique
- 8 La ville de Marseille honore Denise Toros-Marter
- 9 La famille Kohn et le convoi 79
- 10 Pour les générations futures... Simone Veil et la jeunesse
- 12 Les Juifs français et le nazisme 1933-1939
- 14 Histoire politique de l'antisémitisme en France de 1967 à nos jours
- 15 Une rue de Paris au nom de Milo Adoner

Nous

En couverture

Simone Veil à la remise des Four Freedoms Awards à Middelbourg, Pays-Bas, le 23 juin 1984.

PHOTO : ROB CROES POUR ANEFO (AGENCE DE PHOTOGRAPHIE DE PRESSE NÉERLANDAISE).

Rédactrice en chef Christine Guimonnet

Secrétaire de rédaction Raymond Riquier

Comité éditorial

Christine Guimonnet, Alexandre Bande, Maryvonne Braunschweig, Raymond Heimburger, Olivier Lalieu, Jean-Pierre Lauby, Luc Nguyen Van Thuy, Raymond Riquier

Contributions Alexandre Bande, Christine Guimonnet, Raymond Riquier

Partenaires techniques

N° de commission paritaire 1124 A 07041

Graphisme Leitmotif Creative Studio

Impression et routage Presse Pluriel

Date Octobre 2024

ISSN 1244-5673

Adhésion (pour adhérer au titre de l'année 2025, voir bulletin d'adhésion pages 5 et 6 à nous renvoyer dûment rempli)

Aidez-nous à tenir à jour le fichier des adhérents en nous communiquant tout changement. Nous avons changé d'adresse mail, écrivez-nous désormais à : contact@uda-france.fr (notre adresse maisonauschwitz@wanadoo.fr est toujours active).

U
D
A

UNION DES DÉPORTÉS D'AUSCHWITZ

7, rue Pécelet, 75015 Paris
01 49 96 48 48
contact@uda-france.fr

Association et inscription aux streamings : uda-france.fr
Patrimoine mémoriel, approche pédagogique : memoiresdesdeportations.org
Site pédagogique : shoaheduc.org

Nous avons la grande tristesse d'annoncer le décès de notre camarade Victor Perahia survenu le 29 septembre dernier. Ses obsèques se sont déroulées au cimetière du Père-Lachaise le 1^{er} octobre, en présence de sa famille et très nombreux amis. Il était le président de l'Union des Déportés d'Auschwitz depuis septembre 2023, succédant à Isabelle Choko. Nous rendrons hommage à ce grand militant de la Mémoire dans le prochain numéro d'*Après Auschwitz*.

Victor Perahia est né le 4 avril 1933 à Paris. Il est le fils de Robert Perahia, d'origine turque, et de Jeanne, née Passy. Il a un frère cadet Albert. Ses parents sont marchands forains. La famille s'installe avant la guerre à Saint-Nazaire en Loire-Atlantique. Son père est engagé volontaire dans l'armée française puis fait prisonnier en 1940. Libéré en 1941, il est assigné à résidence.

Son frère part se cacher à Paris avec ses grands-parents maternels, Salomon et Sarah. Victor et ses parents sont arrêtés le 15 juillet 1942 à Saint-Nazaire. Ils sont transférés au Grand Séminaire d'Angers. La famille est séparée le 17. Son père est déporté le 20 dans le convoi 8 au camp d'Auschwitz-Birkenau où il est assassiné. Victor, âgé de neuf ans, et Jeanne sont alors internés au camp de la Lande puis transférés le 5 septembre 1942 au camp de Drancy.

Grâce aux conseils d'un cousin, sa maman parvient à faire croire que son mari est prisonnier de guerre, échappant alors provisoirement au départ. Toutefois, ils sont déportés par le convoi parti du camp de Drancy le 2 mai 1944 à destination du camp de Bergen-Belsen. Sa mère se démène pour protéger au mieux son fils. Victor et Jeanne sont évacués fin mars 1945 dans un convoi vers Theresienstadt. Le convoi s'arrête le 23 avril 1945 à proximité de Tröbitz et ils sont libérés par les Soviétiques.

Son grand-père Salomon est déporté par le convoi 77 du 31 juillet 1944 et est assassiné.

Victor et sa maman sont rapatriés le 29 juin 1945 en France. Victor a 12 ans. Il est hospitalisé à la Salpêtrière jusqu'en septembre 1945 puis en sanatorium pour soigner une tuberculose.

Pendant 40 ans, il ne peut témoigner. Il rompt le silence et se rend dans les établissements scolaires, notamment dans l'Ouest de la France, et au Mémorial de la Shoah. Administrateur de l'Amicale de Bergen-Belsen et de l'Union des déportés d'Auschwitz, Victor Perahia dirige la commission « Témoins Témoignage » de cette dernière puis devient successivement le secrétaire général de l'UDA et son président en 2023.

Victor Perahia publie son témoignage en 2000, *Mon enfance volée*, Éditions Familles et amis déportés du convoi 8, avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.

Victor Perahia est chevalier de la Légion d'honneur et chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Le journal *Ouest-France* lui a consacré un long article en janvier dernier.

L'Union des Déportés d'Auschwitz présente à son épouse Rose, à ses enfants et petits-enfants, ses plus sincères condoléances.

L'Union des Déportés d'Auschwitz salue la mémoire de l'une de ses figures éminentes qui a œuvré avec une grande humanité et avec détermination à la préservation et à la transmission de la mémoire de la Shoah.



PHOTO : FAMILLE PERAHIA.



Allocution d'Arlette Testyler, vice-présidente de l'UDA

Le 16 juillet s'est tenue au Mémorial de la Shoah la cérémonie commémorative en mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'Etat français et d'hommage aux Justes de France. Nous reproduisons ici le texte du discours prononcé au nom de l'UDA par Arlette Testyler, vice-présidente de notre association.

Mesdames et Messieurs, cette commémoration du 16 juillet 1942, est un peu spéciale. Par son emplacement bien sûr au Mémorial de la Shoah, en raison de la tenue des Jeux olympiques à Paris, la gloire de la France et de ses valeurs.

Mais alors que j'interviens au nom de l'Union des Déportés d'Auschwitz, [...] je ne peux m'empêcher de poser une seule question : quel monde allons-nous laisser à nos enfants ?

Camus disait, ce n'est pas seulement la souffrance de l'enfant qui est révoltante en elle-même, mais le fait que cette souffrance ne soit pas justifiée. Je parle de tous les enfants, et en particulier de ceux victimes aujourd'hui de l'antisémitisme en France. Quatre mots résonnent en cet instant, qui ont marqué mon enfance : quitter, se sauver, se cacher et être sauvé.

Je suis Française, née à Paris dans le 12^e arrondissement en 1933, l'année de l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne, par les urnes et dans un contexte de grande violence. Quitter, se sauver : mes parents connaissaient l'antisémitisme en Pologne et ils partirent en 1925 pour la France.

1939. Mon père, Abraham Reiman s'engage dans le 21^e Régiment de marche des volontaires étrangers pour défendre sa patrie d'adoption.

1941. Il est arrêté à Paris lors de la rafle du « billet vert » et envoyé au camp de Pithiviers. En 1942, il est déporté par les nazis dans le convoi numéro 4 pour une destination inconnue qui est le camp d'Auschwitz-Birkenau. Il achève sa vie dans une chambre à gaz, tué parce que juif, lui comme un million de Juifs amenés là-bas des quatre coins de l'Europe.

Moi, petite Française qui suis élevée ici à l'école laïque, pourquoi devrais-je me sauver ? De quoi suis-je coupable ? Déjà, je me souviens de l'humiliation du port de l'étoile jaune et de l'interdiction de ne plus pouvoir accéder aux jardins publics.

Le 16 juillet 1942. La police française nous arrête à 6 heures du matin, ma maman Malka, ma sœur de 10 ans, Madeleine et moi, neuf ans, avec quatre autres familles juives de l'immeuble avec de nombreux enfants. Personne n'est revenu, excepté ma sœur et moi. Pourquoi ma petite voisine, Régine, trois ans à l'époque, a-t-elle été assassinée ? Nous montons dans des bus qui stationnent rue du Temple, à quelques centaines de mètres d'ici.

Il n'y a que des uniformes français, qui agissent au nom de la collaboration.

Dans ma tête, j'ai toujours huit ans et demi. Une partie du temps s'est arrêtée pour toujours à ce moment-là.

Nous sommes emmenées au vélodrome d'hiver. Vous le décrire, je pense que c'est inutile tant de fois cela a été dit dans des films et des livres, en particulier ceux de Serge Klarsfeld qui a tant fait pour faire connaître et reconnaître cette histoire terrible. Pour moi, c'est devenu l'enfer de Dante. Pas de nourriture, pas d'eau. Tellement de cris, de désespoir, de suicides. J'y ai perdu tous mes repères, tous mes amis, toute la confiance en mon pays. Je l'ai raconté il y a quelques années en ces mêmes circonstances. Puis au bout de quelques jours, ce furent les wagons à bestiaux où nous étouffions par manque d'air, entre la gare d'Austerlitz et le Loiret. Vient alors l'internement derrière les barbelés ; pour nous dans le camp de Beaune la Rolande pendant plusieurs semaines. Heureusement qu'il y a eu le courage de ma maman qui a réussi à nous faire sortir du camp et à nous cacher chez des Justes à Vendôme. Oui ces Justes, ces Français non-Juifs, je veux honorer leur mémoire. Leurs noms sont gravés pour l'éternité de l'autre côté de ce mur.

Des malveillants, peu importe d'où qu'ils viennent, ont barbouillé de mains rouges ce lieu sacré. Ce mur, je voudrai tellement qu'il soit pavoisé de drapeaux Bleu-Blanc-Rouge car c'est le mur du courage, de la France que j'aime et qu'on doit célébrer.

Je voudrais que mes petits-enfants, mes arrières petits-enfants et leurs descendants puissent voir à jamais la statue de la place de la République, la chambre des députés, nos monuments extraordinaires drapés dans ces merveilleuses couleurs bleue blanc, rouge, avec l'exaltation de notre devise « Liberté, Égalité et Fraternité » dans la communion nationale et le rejet de toutes les infamies.

J'aimerais tant que la jeunesse de France puisse pleinement s'y retrouver, dans le dialogue et l'engagement, en l'épargnant des conflits qui n'ont pas à nous fracturer, en prenant en otage nos enfants et en mettant de la haine dans la tête de certains, la haine des autres, la haine tout cours.

Lorsque mon père a répondu à la convocation pour « vérification d'identité », le 14 mai 1941, ma mère a tenté de l'en empêcher. Les dernières paroles que j'ai entendues de mon père me sont restées gravées : « Qu'est-ce que je risque ? Les enfants sont français, et dans la France de Voltaire, de Diderot, de Zola, de Victor Hugo, de Rousseau, on ne risque rien. »

Le seul objet de mon papa qui me reste, c'est un porte-plume en bois sculpté au camp de Pithiviers, avec sa dédicace autour de mon portrait et du sien où il me redit tout son amour.

Ce porte-plume, c'est le symbole d'un homme qui croyait par-dessus tout au pouvoir de l'éducation et des mots qui peuvent vaincre tous les obstacles et toutes les peurs pour construire un avenir meilleur.

C'est cette promesse qui m'anime et qui nous oblige à ne jamais désespérer. [...]



U

Adhésion pour l'année 2025

Vous souhaitez soutenir et adhérer à l'Union des Déportés d'Auschwitz.

D

L'adhésion est ouverte à toute personne. Merci d'envoyer le formulaire au dos dûment rempli ainsi que votre règlement à l'ordre de l'UDA (7, rue Pécelet, 75015 Paris). Vous serez tenus au courant de nos activités par le bulletin *Après Auschwitz*.

A

Déportés 70 €

Déportés sans pension, famille, amis 23 €

Étudiants, chômeurs 8 €

L'UDA accepte les dons.

Formulaire à remplir au dos.

Le monument numérique

par Christine Guimonnet

Monument en hommage aux Juifs morts dans les camps d'internement, fusillés, et résistants déportés, assassinés pendant la Seconde Guerre mondiale.

Les persécutions antisémites ont provoqué l'arrestation, l'internement, la déportation et l'assassinat de plus de 76 000 hommes, femmes et enfants juifs. Les ouvrages de Serge Klarsfeld, le Mur des noms du Mémorial de la Shoah, des plaques et stèles érigées dans les camps d'internement recensent tous les déportés. Mais plusieurs milliers de Juifs sont morts sur le territoire français.

2 500 enfants et adultes sont décédés dans les différents camps d'internement, environ 1 100 ont été exécutés, le plus souvent fusillés, tandis que 350 ont été déportés et assassinés dans les convois de répression. D'autres se sont suicidés au moment de leur arrestation.

Si certains noms sont très connus, il n'existait jusqu'à présent aucun monument permettant de rendre un hommage à la totalité des défunts.

Serge Klarsfeld avait par exemple recensé plus de 75 enfants décédés durant leur internement dans les camps d'Argelès, Beaune-la-Rolande, Brens, Drancy, Gurs, Le Vernet, Noé, Pithiviers, mais surtout Rivesaltes, la majorité âgés de moins de cinq ans, certains morts quelques semaines à peine après leur naissance : parmi eux, les jumeaux Édouard et Jakob Schneider, nés le 18 juillet 1941 et décédés un mois plus tard, les 19 et 22 août. Une trentaine d'adolescents avaient également été fusillés, majoritairement en 1944, lors des

opérations de répressions qui accompagnaient la lutte contre les maquis et les arrestations de juifs. Marcel Vogelhut, âgé de quatorze ans, et son frère Charles, quinze ans, ont été fusillés le jour de l'arrestation de leur famille à la Bachellerie, en Dordogne, le 30 mars 1944.

Depuis le 28 avril, il est désormais possible d'avoir accès à environ 4 000 personnes identifiées, grâce à un Monument numérique au Mémorial de la Shoah.

Inauguré par Éric de Rothschild, président du Mémorial de la Shoah, aux côtés de Patricia Miralles, Secrétaire d'État auprès du ministre des Armées, chargée des Anciens combattants et de la Mémoire, ce monument se trouve dans la crypte, à proximité immédiate du couloir abritant le fichier juif.

En harmonie avec les tons sombres de la crypte, il a la forme d'une porte, comme celle de la baraque rapportée des camps du Loiret. Sur l'écran, les noms défilent de manière continue. En scannant un QR code avec un smartphone, on accède à la liste, puis à la biographie accompagnée d'une photographie lorsqu'il a été possible d'en retrouver une.

Au fur et à mesure de la collecte de nouvelles informations, le monument peut être mis à jour en temps réel, et complète ainsi un indispensable travail d'histoire et de mémoire.



Formulaire d'adhésion

Nom Prénom(s)

Adresse

Code postal Date de naissance

Courriel Téléphone



PHOTOS : YONATHAN KELLERMAN / MÉMORIAL DE LA SHOAH.



La ville de Marseille honore Denise Toros-Marter

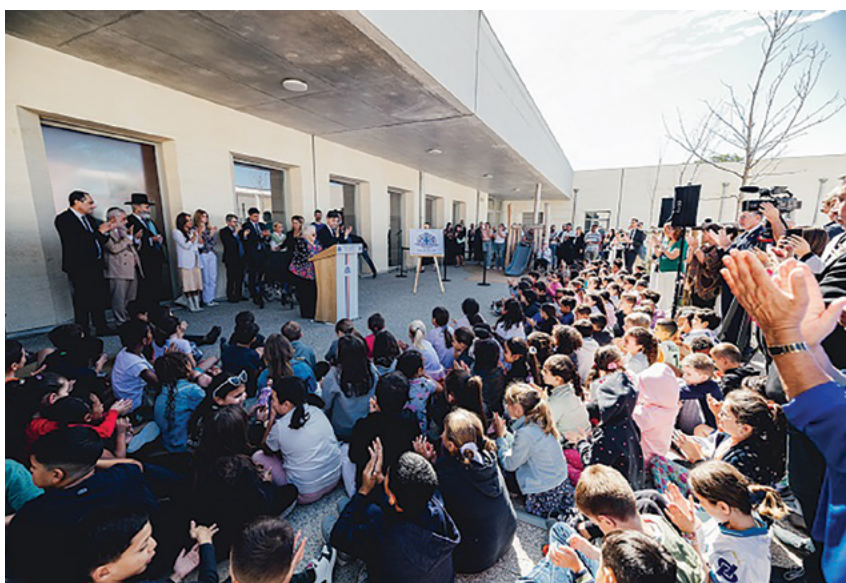
par Christine Guimonnet



La ville de Marseille, représentée par son maire Benoît Payan, a rendu un hommage appuyé à Denise Toros-Marter en donnant son nom à une des écoles de la commune. Très applaudie par le Conseil municipal qui a voté en sa présence la délibération le 19 avril 2024, Denise Toros-Marter était présente à l'inauguration du groupe scolaire maternelle et élémentaire du Vallon Régny, dans le 9^e arrondissement. La municipalité a également publié un livret rappelant le parcours de notre camarade.

Issue d'une famille alsacienne installée de longue date à Marseille, Denise Marter est née le 16 avril 1928. Le 13 avril 1944, elle est arrêtée avec ses parents, André et Julie Marter, son frère André, et sa grand-mère. Transférée à Drancy la famille est déportée par le convoi 74, le 20 mai 1944. Seuls Denise et son frère rentreront de déportation.

Commandeur de la Légion d'honneur depuis le 4 septembre 2016, Grand Officier depuis le 29 décembre 2023, Denise Toros-Marter est présidente de l'Amicale des Déportés d'Auschwitz Marseille-Provence et co-présidente du Site-Mémorial du Camp des Milles. Elle témoigne inlassablement dans les établissements scolaires, afin de transmettre l'histoire et la mémoire de la Shoah. Afin que tous sachent. Afin que nul n'oublie.



La famille Kohn et le convoi 79

par Alexandre Bande

Il y a un peu plus de 80 ans, le 17 août 1944, le convoi 79 quittait Compiègne-Royallieu transportant 1255 hommes : prisonniers politiques, résistants, francs-tireurs, maquisards ou victimes de rafles de représailles, parmi lesquels Robert Antelme et Marcel Dassault (Bloch).

Alors que les prémices de l'insurrection de Paris étaient perceptibles, la grève des cheminots perturbant le réseau ferré, alors que les alliés progressaient vers la capitale, Aloïs Brunner qui commandait alors le camp d'internement de Drancy ne pouvant déporter le millier d'internés juifs restant, parvint à obtenir trois wagons grâce auxquels il fut en mesure de quitter le camp, à destination de Buchenwald. Il ordonna la déportation de 51 internés juifs, principalement des résistants, membres de l'Armée Juive (AJ), de la résistance communiste juive, de la résistance juive hollandaise capturés en avril et juillet 1944. Parmi les autres déportés se trouvait la famille Kohn.

Armand Kohn, le père, était l'un des directeurs de l'hôpital Rothschild à Paris, Suzanne, la mère, avait donné le jour à quatre enfants, Georges-André (ci-contre), le benjamin né en 1932, Rose-Marie (née en 1926), Philippe (né en 1923) et Antoinette (née en 1922). Georges-André fréquentait le Lycée Janson de Sailly, à Paris, inscrit en 6^e en 1942, en 5^e pour l'année 1943-1944.

En 1942, dans l'espoir d'échapper aux persécutions antisémites, Suzanne et les enfants s'étaient convertis au catholicisme. Néanmoins, toute la famille est arrêtée, le 18 juillet 1944 et internée à Drancy.

Après trois jours de voyage, Philippe et Rose-Marie parviennent à s'échapper en compagnie d'autres prisonniers, Georges-André veut les suivre mais son père l'en empêche, le trouvant trop jeune et craignant des représailles.

Arrivé à Buchenwald, le reste de la famille est séparé, Suzanne et Antoinette sont transférées à Bergen-Belsen, tandis que Georges-André et Jeanne-Marie sont déportés à Auschwitz-Birkenau. Cette dernière est gazée dès son arrivée.



Georges-André, quant à lui, est transféré à Neuengamme le 28 novembre 1944 ; il intègre un département spécial du camp en compagnie de 19 autres enfants. Ils y subissent les expérimentations médicales du docteur SS Kurt Heissmeyer qui leur injecte le bacille de la tuberculose.

Le 20 avril 1945, Berlin annonce que le service de recherche de Heissmeyer est « dissout », il faut donc faire disparaître au plus vite les enfants. Dans la nuit du 20 au 21 avril 1945, ils sont transférés à l'école de Bullenhusen Damm de Hambourg. Les SS leur font une injection de morphine, et ils sont pendus, puis incinérés dans le camp de Neuengamme. Le jour même, les soldats britanniques entrent dans Hambourg.

En 1979, Philippe, qui a survécu, a fondé une association avec d'autres proches des victimes de Kurt Heissmeyer : Les Enfants de Bullenhusen Damm.

Des rues d'un quartier de Hambourg portent le nom de ces enfants, dont celui de Georges-André Kohn.

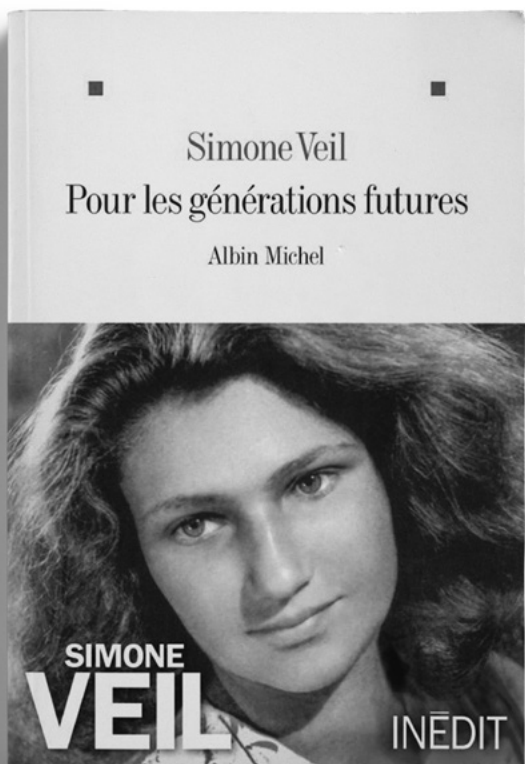
Son nom est gravé sur la plaque commémorative du lycée Janson de Sailly. Il avait 13 ans.

Pour les générations futures...

Simone Veil et la jeunesse¹

Éditions Albin Michel | 2024 | 160 p.

recension par *Christine Guimonnet*



Au mois de mars 1944, Simone Veil, née Jacob, âgée de seize ans, se rendait au lycée pour passer les épreuves écrites du baccalauréat. Quelques jours plus tard, elle était arrêtée, transférée à Drancy. Le 13 avril, c'était le départ du convoi 71, qui la déportait à Auschwitz-Birkenau avec sa mère et sa sœur Milou.

Quatre-vingts ans plus tard, quels peuvent être les liens entre celle qui était élève au lycée Calmette et nos élèves du XXI^e siècle ? Ils sont multiples, car leurs jeunesse respectives font partie intégrante de l'histoire française. Tous la connaissent. À travers des pans entiers de son existence, elle est entrée dans les programmes scolaires et pour chacun d'eux, elle symbolise l'adolescente juive déportée, victime et témoin de la Shoah, la femme politique qui, soucieuse du sort des femmes confrontées à des grossesses non désirées, obtint

le vote par le parlementaire de la loi dépenalisant l'IVG qui porte désormais son nom, la militante de l'Europe, devenue la première présidente du Parlement européen élue au suffrage universel par les citoyens en 1979 et celle qui veilla avec vigilance sur la mémoire de la Shoah² en dénonçant sans relâche les amalgames et les instrumentalisation. Son autobiographie est désormais une référence de lecture³. Chacun de ses discours⁴ est une parole forte.

En avril 2005, à l'invitation de Dan Arbib⁵ et de certains de ses collègues, Simone Veil était conviée à intervenir devant les étudiants de l'ENS lors d'une « Semaine de commémoration et de réflexion sur la Shoah », dont on apprend, dans la postface, que l'organisation n'allait pas de soi... Près de 20 ans plus tard, grâce à la découverte d'une captation sonore, nous pouvons lire aussi bien le témoignage délivré par Simone Veil que les échanges avec la salle. Une vie, « sa vie » est alors déroulée en une vingtaine de pages, où l'essentiel est dit, l'absence de fioritures n'empêchant pas la précision et la mise en avant de questions cruciales.

Elle commence par une anecdote particulièrement signifiante, se remémorant une prise de parole en 1985, lors d'une commémoration, 40 ans après la découverte et la libération des camps, alors qu'elle s'interroge justement sur cette période. Un rabbin explique que deux générations sont nécessaires pour parler, rappelant que Moïse était resté 40 ans dans le désert... La question des générations est au cœur de la possibilité de dire, ou pas, d'entendre ou pas. Elle explique à l'auditoire la situation particulière des enfants cachés, qui ont subi des traumatismes multiples, la douleur, cet écran tellement puissant, qui empêche une de ses cousines de comprendre pourquoi sa mère, pourtant plus jeune qu'Yvonne Jacob, mais accompagnée d'un enfant de neuf ans, a été gazée, alors qu'Yvonne, pourtant affaiblie était sélectionnée pour entrer dans le camp.

Replacer la parole des survivants dans le temps de l'histoire, expliquer les difficultés des familles face au récit de ceux qui sont rentrés, leur indicible douleur une fois admis que

certaines ne reviendraient jamais, analyser l'absence d'écoute, puis le moment où la société devient disponible pour entendre et comprendre : ces questionnements ont toujours préoccupé Simone Veil.

Elle replonge alors dans l'histoire de sa famille, installée à Nice, où elle est née en 1927. Dans ce milieu juif non religieux, très attaché à la France, comme nombre de familles juives alsaciennes, le savoir et les valeurs morales sont essentiels. La guerre, la défaite, l'antisémitisme de Vichy, les cartes d'identité marquées du tampon *Juif*, le recensement bouleversent les repères et la vie quotidienne de la famille Jacob.

En septembre 1943, l'arrivée des Allemands qui remplacent les Italiens signe le début de la chasse aux Juifs. Le danger pousse la famille à se disperser dans des cachettes séparées et Simone Veil insiste sur les réseaux de solidarité dont sa famille a bénéficié. Contrôlée dans la rue avec ses faux papiers, elle est emmenée et rapidement, des filatures permettent l'arrestation du reste de la famille. À plusieurs reprises, elle revient sur cette incapacité à imaginer le pire, y compris chez son père. Après une semaine à l'Hôtel Excelsior, et une à Drancy, c'est la déportation, vers un inconnu dont personne, dans les wagons, n'imagine la froide et macabre réalité.

Après la sélection, tatouée du numéro 78651, elle reste avec sa mère et sa sœur, et au bout de quelques heures, toutes apprennent brutalement le sort des autres. Elle prend soin de bien expliquer la spécificité de cette extermination systématique, organisée à une échelle industrielle, où l'anéantissement des populations juives reste l'obsession prioritaire même lorsque la guerre est déjà perdue : des communautés entières éradiquées, une impitoyable chasse à l'homme jusque dans les îles les plus éloignées, l'entreprise de déportation des Juifs hongrois, les marches de la mort, les mouiroirs où les survivants à bout de forces décèdent du typhus ou de la faim...

Simone Veil aborde les questions du retour et des ressentis face à l'accueil réservé aux déportés juifs par rapport aux déportés résistants, de la mémoire, des ravages du négationnisme qui renforce la volonté des survivants de témoigner, le rôle des Justes et des réseaux qui ont permis d'échapper à la déportation.

Le sens des mots est également une préoccupation constante : l'attention portée aux autres génocides, l'identification précise des crimes contre l'humanité, le refus de qualifier ainsi toutes les atteintes aux droits de l'homme sous peine de vider les plus graves de leur sens. Simone Veil termine sa conférence en évoquant la réconciliation avec l'Allemagne,

dans le cadre de la construction européenne, dont elle est devenue une militante.

À la fin d'un documentaire tourné à la même période, Simone Veil prononçait ces mots :

Je suis juive.

Née et élevée au sein d'une famille française de longue date, j'étais française sans avoir à me poser de question. Mais être juive, qu'est-ce que cela signifie pour moi comme pour mes parents, dès lors qu'agnostique – comme l'étaient déjà mes grands-parents – la religion était totalement absente de notre foyer familial ?

De mon père, j'ai surtout retenu que son appartenance à la judéité était liée au savoir et à la culture que les Juifs ont acquis au fil des siècles en des temps où fort peu y avaient accès. Ils étaient demeurés le peuple du Livre, quelles que soient les persécutions, la misère et l'errance. Pour ma mère, il s'agissait davantage d'un attachement aux valeurs pour lesquelles, au long de leur longue et tragique histoire, les Juifs n'avaient cessé de lutter : la tolérance, le respect des droits de chacun de toutes identités, la solidarité. Tous deux sont morts en déportation, me laissant pour seul héritage ces valeurs humanistes que pour eux le judaïsme incarnait.

De cet héritage, il ne m'est pas possible de dissocier le souvenir sans cesse présent, obsédant même, des six millions de Juifs exterminés pour la seule raison qu'ils étaient juifs. Six millions dont furent mes parents, mon frère et nombre de mes proches. Je ne peux me séparer d'eux. Cela suffit pour que jusqu'à ma mort, ma judéité soit imprescriptible.

Le kaddish sera dit sur ma tombe.

Vingt ans après, plus que jamais, se dégage de son message une triple leçon : d'espoir, de détermination, mais surtout de vigilance.

¹ Pour les générations futures, postface de Dan Arbib, transcription établie par Anne-Laure Mercier et Marc Grinsztajn, notes rédigées par Marc Grinsztajn.

² Simone Veil fut la première présidente de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah entre 2001 et 2007.

³ Une jeunesse au temps de la Shoah (extraits d'Une vie), Le livre de poche, 2010, 192 pages.

⁴ Discours 2002-2007, Éditions Le Manuscrit, 2007, 406 pages ; Mes combats, Les discours d'une vie, Bayard, 2016, 418 pages.

⁵ Maître de Conférences en philosophie à Sorbonne Université.

Les Juifs français et le nazisme 1933-1939

Éditions Puf | 2024 | 370 p.

interview par Christine Guimonnez

Comment les Juifs français abordent-ils la période des années 1920 et 1930, après le choc de l’Affaire Dreyfus, le développement du sionisme et la saignée de la Grande Guerre ?

Pour les Juifs français, il n’y a pas d’entre-deux-guerres, mais deux décennies bien distinctes, l’une faite d’espoir, l’autre de désillusion puis d’inquiétude. Après la Grande Guerre, à laquelle ils avaient valeureusement participé, ils purent penser que leur « intégration par le sang versé » (Michel Winock) était reconnue par tous – même par Barrès ! – et vécurent un moment suspendu, une de ces phases de répit qu’ils espéraient définitive. Certes, l’antisémitisme continuait d’exister mais était privé de ses relais habituels, si bien que cette place renforcée dans la société les conduisit à s’interroger à nouveau frais sur ce qu’ils étaient et représentaient en France. C’est la période du « Réveil juif », avec un retour à l’identité – sinon à la foi – et une redéfinition de celle-ci. Au milieu d’une production culturelle abondante, l’un des exemples les plus parlants demeure l’ouvrage d’Edmond Fleg, *Pourquoi je suis juif*, paru en 1928. Même s’il ne séduit pas encore la majorité, le sionisme progresse, notamment parmi les jeunes.

Tout autres sont les années 1930, celle d’une crise multiforme dont une des manifestations se traduit par une vague d’antisémitisme comme on n’en avait plus connu depuis l’Affaire Dreyfus. Cet événement fondateur revient d’ailleurs en mémoire de ceux qui l’ont vécu et des plus jeunes, qui ne le connaissent que par héritage. Car beaucoup pensent le nouveau combat qu’ils doivent livrer, contre la haine et le nazisme, sur le mode du dreyfusisme, alors que Dreyfus disparaît en 1935. Les certitudes des années 1920 volent en éclats et l’avenir paraît désormais sombre, même si personne ne peut prévoir la catastrophe.

Quelles proximités/différences peut-on constater entre les Juifs français et les Juifs allemands ?

On a trop tendance à oublier l’importance des liens entre les Juifs français et leurs coreligionnaires allemands. Comme l’écrit Dominique Bourel, « lorsqu’on étudie les transferts culturels franco-allemands, la place des Juifs venus d’Allemagne, ou de leurs enfants, ne manque pas de constituer une référence occultée, un point aveugle de la naissance de la France contemporaine ». Les échanges et circulations, physiques ou intellectuels, entre les espaces français et allemand étaient très nombreux : Moses Mendelssohn, figure fondatrice de la Haskala, les Lumières juives, inspira très fortement la réflexion sur l’émancipation de ce côté du Rhin. La *Wissenschaft des Judentums*, ou Science du judaïsme, née à Berlin en 1819, influença à son tour grandement les évolutions du judaïsme français. L’Alliance israélite universelle (AIU), fondée en 1860 à Paris, constituait un trait d’union important entre les communautés.

La guerre de 1870 compliqua les choses. En fondant les Juifs d’Alsace et de Moselle dans les destinées allemandes et en éloignant les autres Juifs français de l’Allemagne dont il fallait désormais tirer sa revanche, les relations intercommunautaires, sans jamais s’éteindre, connurent un très net ralentissement, mais les contacts reprirent dans les années 1920. Les organes de la presse juive tiraient largement leurs informations des Juifs allemands dont le sort, sous la République de Weimar, les préoccupait.

Comment l'avènement du nazisme est-il perçu, vécu par les Juifs français ?

Autant que les sources permettent d'en juger, ils s'attardent dès le début des années 1920 sur le national-socialisme naissant, dont ils perçoivent progressivement la spécificité. Les alertes sont fréquentes. Sont-elles écoutées ? Par qui ? Nul ne peut vraiment le savoir. Si la prise de pouvoir par Hitler les surprend au moment où elle se produit, car ils avaient trop vite crié victoire face aux revers électoraux relatifs du nazisme, elle fait suite à plusieurs années d'analyses. Un moment de flottement, fait de sidération et d'attentisme, leur permet d'espérer que les prophéties – le terme n'est pas anodin – d'Hitler ne se réaliseront pas, réalité du pouvoir aidant. Cette illusion n'a qu'un temps et dès les lois de Nuremberg, commence un compte à rebours vers un inconnu dont on ignore la teneur mais connaît la gravité. L'Allemagne, tombée aux mains du nazisme, est devenue un pays menaçant et ennemi.

Quelle est leur perception, leur analyse de l'antisémitisme ?

Les Juifs français prêtent à une partie non négligeable du peuple allemand un antisémitisme structurel et profond. Même dans la vague de haine contre les leurs qui touche la France, ils croient déceler une matrice allemande. Le nazisme va au-delà de cet antisémitisme que l'on pourrait tristement qualifier de traditionnel : en 1935, Paix et Droit, revue de l'AIU, prédit « l'élimination totale, sinon [...] l'extermination pure et simple des Juifs ». Ils ont lu *Mein Kampf*, se désolent des persécutions quotidiennes dont souffrent les Juifs allemands... Pour saisir l'intérêt que le régime nazi peut trouver dans la politique antijuive, ils en perçoivent le caractère idéologique central.

Comment qualifier la séquence 1936-1939 ? Quelles actions ? Quelles solidarités possibles ?

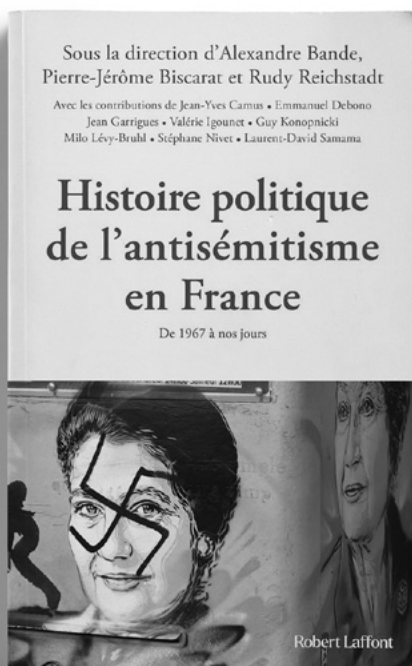
J'essaie de montrer, dans cet ouvrage, que les Juifs français ont beaucoup mieux compris le nazisme qu'on ne l'a dit et que leur mobilisation ne s'est pas limitée à des protestations verbales rappelant de grands principes. Certes, c'est principalement la Ligue internationale contre l'antisémitisme (Lica, future Licra), qui alerte et agit, au grand dam des institutions plus modérées qui trouvent ses méthodes trop bruyantes et radicales. Un tournant se produit avec les accords de Munich, en septembre 1938. Leur voix semble désormais dissonante ; plus à l'unisson de la position française. Les Juifs sont arrivés en 1940 dans la division – et après-guerre, ils se souviendront de cette faute et se reconstruiront dans l'unité. Ils abordèrent aussi la défaite dans la solitude collective... Avec cette période, c'est une partie du modèle israélite qui est définitivement emportée.



PHOTO : JESSIE GUEDJ.



COUVERTURE : ÉDITIONS PUF.



COUVERTURE : ÉDITIONS PUF.

Histoire politique de l'antisémitisme en France de 1967 à nos jours

Éditions Robert Laffont | 2024 | 384 p.

recension par Christine Guimonnez

À l'aune du premier anniversaire du pogrom perpétré par le Hamas le 7 octobre 2023, et après des mois de recrudescence d'un antisémitisme virulent, qui s'exprime de manière totalement décomplexée, que ce soit dans les propos, les manifestations, les publications sur les réseaux sociaux, les apostrophes, les anathèmes, les amalgames, les tags et tracts, les agressions verbales et physiques, il est important de revenir sur cet ouvrage coordonné par Alexandre Bande, Pierre-Jérôme Biscarat et Rudy Reichstadt.

Le parti-pris de cette analyse de l'antisémitisme politique en France depuis la guerre des Six Jours, est de sonder minutieusement l'histoire de chaque formation politique, afin de discerner les continuités et ruptures, les travestissements idéologiques, les recompositions langagières, les angles morts, les instrumentalisations, et enfin le déni, qui reste puissant.

Alexandre Bande se penche d'abord sur la définition de l'antisionisme et interroge les liens persistants avec l'antisémitisme. Si on peut critiquer la politique menée par un gouvernement, pourquoi l'État d'Israël est-il le seul à devoir répondre en permanence de la légitimité de son existence ? L'antisionisme demeure malheureusement trop souvent un paravent commode pour afficher la détestation des Juifs. Force est de constater que tous les courants politiques sont concernés par l'antisémitisme, même si on doit souligner les différences notables d'un parti à l'autre.

Les auteurs scrutent donc à la loupe l'extrême droite et la droite radicale identitaire (Valérie Igounet pour le Front

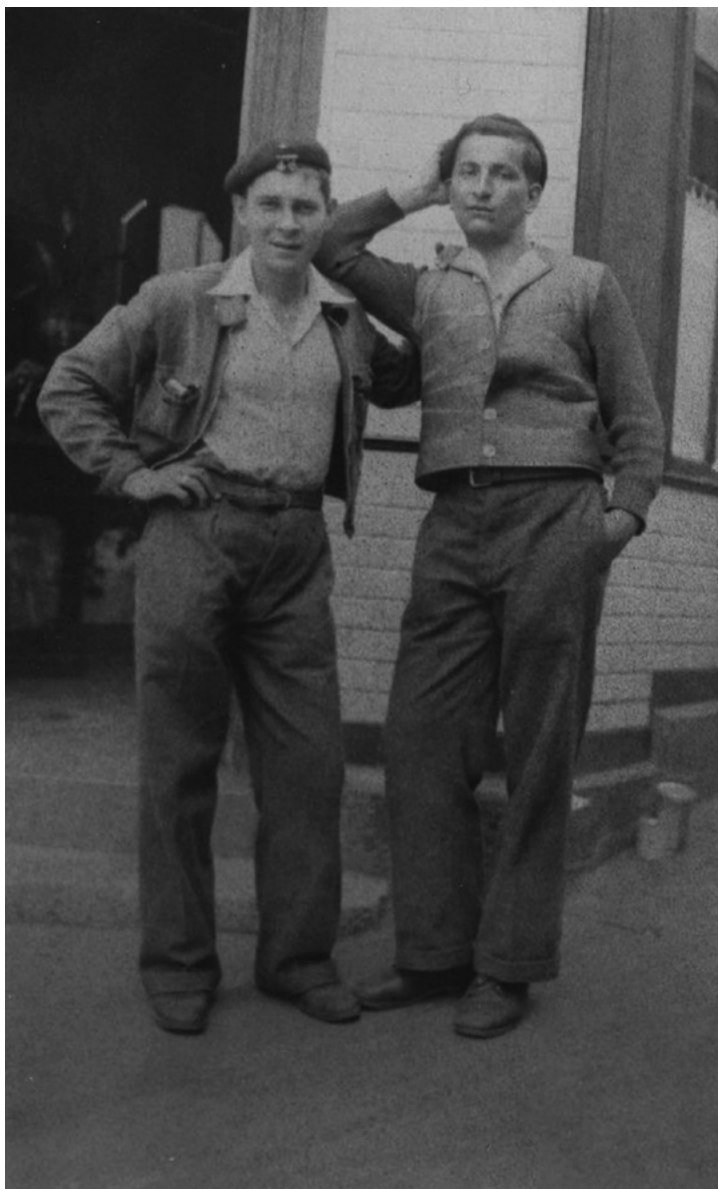
National et le Rassemblement National, en rappelant que l'antisémitisme est un marqueur de ce courant politique sur le temps long, et qu'il reste extrêmement répandu chez les électeurs du FN devenu RN ; Jean-Yves Camus pour Reconquête), la droite (Jean Garrigues) et le centre droit (Pierre-Jérôme Biscarat revient en particulier sur les propos antisémites répétés de Raymond Barre et les alliances que certains élus ont conclues avec le FN). Le mouvement d'Emmanuel Macron est analysé par les trois co-directeurs du livre : on reste encore effaré de cette séquence consternante où le chef de l'État évoque Charles Maurras, dont le parti, l'Action Française affichait un antisémitisme forcené ! Le cas des Verts est étudié finement par Emmanuel Debono et on constate la persistance, chez certains militants et chez une partie des cadres, soit d'un antisionisme affiché, soit d'un manque flagrant de culture historique et politique qui conduit à tout confondre sous couvert de bonnes intentions. Dans le vaste spectre des gauches, les différents courants sont analysés par Guy Konopnicki (PCF), Stéphane Nivet (socialistes et radicaux), Laurent David Samama (extrême-gauche), Milo Lévy-Bruhl (LFI). La campagne des élections européennes, en mettant en avant la question palestinienne, a été l'occasion d'un grand nombre de dérapages sémantiques, jamais perçus comme tels par la direction du parti de Jean-Luc Mélenchon.

Les accointances de certains élus avec des groupes ouvertement antisémites questionnent. Spécialiste du complotisme, Rudy Reichstadt revient dans le dernier chapitre sur le mouvement des Gilets jaunes : par-delà les revendications catégorielles, les manifestations ont souvent été le théâtre d'amalgames douteux et de propos antisémites avérés.

En 350 pages, un tour d'horizon précis et informé dont on ne peut que conseiller la lecture.

Une rue de Paris au nom de Milo Adoner

par Christine Guimonnet



Samuel Emile Adoner, dit Milo (à gauche).

© PHOTO : MÉMORIAL DE LA SHOAH.

Vendredi 11 octobre, la Mairie de Paris a décidé de donner le nom de Milo Adoner à une des rues de la capitale, en l'occurrence le tronçon du côté pair de la rue du Marché des Blancs Manteaux à Paris (4^e arrondissement).

Né le 5 mai 1925 à Paris, fils de Mordka et Marja, Juifs originaires de Varsovie qui avaient quitté la Pologne pour la France, Samuel Adoner, dit Milo, est le quatrième d'une fratrie de sept, qui compte Charlotte, Rebecca, Salomon, Henry, Lisette et Zivi.

Enfant du Pletzl, il est scolarisé à l'école élémentaire des Hospitalières Saint-Gervais.

Milo est arrêté avec sa famille (à l'exception de sa sœur aînée Charlotte) le 23 septembre 1942. Tous sont internés à Drancy avant d'être déportés par le convoi 38 parti le 28 septembre.

Parents et enfants ont péri dans la chambre à gaz de Birkenau. Milo et son frère Salomon ont été sélectionnés pour les travaux forcés à Kosel.

Interné à Birkenau, Milo transite par de multiples camps de la constellation d'Auschwitz (Blechhammer, Monowitz). Salomon est abattu lors des marches de la mort.

Seul de sa famille à avoir survécu à la déportation, très investi dans la transmission de la mémoire de la Shoah, Milo a été vice-président, puis président de l'Amicale des déportés de Blechhammer. Il fut également l'un des vice-présidents de l'UDA.

Après son portrait réalisé par l'artiste Christian Guémy, alias C215, qui orne la rue des Hospitalières Saint-Gervais, sur le Parvis rappelant la mémoire des 260 enfants déportés de cette école, nommer une rue en souvenir de Milo est un hommage qui nous va droit au cœur. À travers lui, c'est aussi la mémoire des centaines d'enfants du Pletzl déportés et assassinés qui est honorée.

Après Auschwitz

BULLETIN MENSUEL

DE L'AMICALE DES ANCIENS DÉPORTÉS D'AUSCHWITZ

Fédération Nationale des Centres d'Entr'aide des Internés et Déportés Politiques - 10, rue Leroux-16°

NAISSANCE DE L'AMICALE

Quelle joie de savoir notre terre libérée des hordes allemandes, des horreurs que nous continuions à subir, quel bonheur de penser que les nôtres étaient déjà...

*Dans un pays d'enfer, est née notre amitié
Loin de notre France, sous les jours elle a grandi
Quand dans nos souffrances nous nous sommes unies
Nous nous étions promis de ne jamais nous oublier*

*Je voudrais, Claudinette bien-aimée
Que tu sois heureuse toute la vie.
Sans mon cœur, pour toujours je t'ai choisie
O sœur, tu es et tu resteras mon amie fidèle.*

*Je t'embrasse bien
ma Claudine
adieu
Ida*



*A Claudine, très affectueusement. En souvenir des bagnes nazis et du cauchemar enfer Termini.
En souvenir surtout du Mont Parnasse et de nous à la vie en attendant les heures où nous pourrions servir.*

G. de Gaulle

le 2 Septembre 1945



Extraits d'un recueil de dédicaces offert à Claudine Chikhman, épouse Hess (ci-contre, au centre), en convalescence à Crans-Montana en Suisse : poème (à gauche) écrit par Ida Grinspan (photo du haut) et dédicace (à droite) de Geneviève De Gaulle, qui montre son engagement (« nous pourrions servir »). Sous son texte, une photo d'un groupe de rescapées dans leur établissement de soins.

POURSUIVONS NOTRE COLLECTE POUR LA COMMÉMORATION DE 2025

Poursuivons notre collecte de souvenirs, de photos, de témoignages, de documents sur cette période qui court depuis le 27 janvier 1945. Vos familles ont peut-être encore des documents ou désirent apporter un éclairage sur cette longue période. Vous pouvez écrire, envoyer des mails à l'UDA ou nous téléphoner : 7 rue Pécelet, 75015 Paris | 01 49 96 48 48 | contact@uda-france.fr